

**LOIS, DÉCRETS
ET ARRÊTÉS RÉGLEMENTAIRES**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

F. 81 — 330

22 JANVIER 1981. — Loi modifiant certaines dispositions de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 1er de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 1er. § 1. Les agglomérations, les fédérations de communes, les commissions de la culture de l'agglomération bruxelloise, les communes et les centres publics d'aide sociale sont tenus d'assurer à ceux de leurs anciens mandataires dont la fonction était rémunérée ou rémunérable par un traitement ou une indemnité en tenant lieu, une pension établie conformément à la présente loi.

» Le montant des arrérages dus de la pension fait l'objet d'une inscription spéciale au budget.

» § 2. En cas de suppression d'agglomérations ou de fédérations de communes, la commune qui a donné son nom à celle-ci supporte la charge des pensions visées au § 1er.

» Le Roi détermine les règles relatives à la répartition de cette charge entre les différentes communes ayant composé ces agglomérations et fédérations. »

(1) Session ordinaire 1977-1978.

Sénat.

Documents parlementaires. — Proposition de loi de M. Vanackere et consorts, n° 329/1 du 14 mars 1978. — Rapport de M. Verleysen, n° 329/2 du 9 mai 1978. — Rapport complémentaire de M. Verleysen, n° 329/3 du 8 juin 1978.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 31 mai et 14 juin 1978. — Adoption. Séance du 22 juin 1978.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 454/1 du 23 juin 1978.

Session ordinaire 1979-1980.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Documents parus au cours de la session 1977-1978, n° 333/1 du 14 novembre 1979. — Amendements présentés par le gouvernement, n° 333/2 du 14 novembre 1979. — Sous-amendements, n° 333/3 du 21 novembre 1979. — Rapport de M. Vankeirsbilck, n° 333/4 du 31 janvier 1980.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 14 février 1980.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet amendé transmis par la Chambre des représentants, n° 386/1 du 14 février 1980.

Session ordinaire 1980-1981.

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport de M. Cornelis, n° 386 (1979-1980)-2 le 10 décembre 1980.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 14 janvier 1981. — Adoption. Séance du 15 janvier 1981.

**WETTEN, DECRETEN
EN REGLEMENTAIRE BESLUITEN**

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 81 — 330

22 JANUARI 1981. — Wet tot wijziging van sommige bepalingen van de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en van dat van hun rechtverkrigenden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en dat van hun rechtverkrigenden wordt vervangen als volgt :

« Art. 1. § 1. De agglomeraties, de federaties van gemeenten, de commissies voor de cultuur van de Brusselse agglomeratie, de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn gehouden aan hun gewezen mandatarissen die naar aanleiding van de uitoefening van een mandaat een wedde of een als wedde geldende vergoeding genoten of hadden kunnen genieten, een pensioen te verschaffen, vastgesteld overeenkomstig deze wet.

» Het bedrag van de verschuldigde pensioentermijn maakt het voorwerp uit van een bijzondere inschrijving op de begroting.

» § 2. In geval van afschaffing van agglomeraties of van federaties van gemeenten, wordt de last van de in § 1 bedoelde pensioenen gedragen door de gemeente waarnaar de agglomeratie of federatie is genoemd.

» De Koning bepaalt de regels betreffende de omslag van die last over de verschillende gemeenten die tot die agglomeraties of federaties behoorden. »

(1) Gewone zitting 1977-1978.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetvoorstel van de heer Vanackere en cs., nr. 329/1 van 14 maart 1978. — Verslag van de heer Verleysen, nr. 329/2 van 9 mei 1978. — Aanvullend verslag van de heer Verleysen, nr. 329/3 van 8 juni 1978.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 31 mei en 14 juni 1978. — Aanneming. Vergadering van 22 juni 1978.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 454/1 van 23 juni 1978.

Gewone zitting 1979-1980.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Bescheiden verschenen in de loop van de zitting 1977-1978, nr. 333/1 van 14 november 1979. — Amendementen ingediend door de regering, nr. 333/2 van 14 november 1979. — Subamendementen, nr. 333/3 van 21 november 1979. — Verslag van de heer Vankeirsbilck, nr. 333/4 van 31 januari 1980.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 februari 1980.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Geamendeerd ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 386/1 van 14 februari 1980.

Gewone zitting 1980-1981.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag van de heer Cornelis, nr. 386 (1979-1980)-2 op 10 december 1980.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 14 januari 1981. — Aanneming. Vergadering van 15 januari 1981.

Art. 2. L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Les retenues sont opérées sur la rémunération brute, conformément aux dispositions de l'article 118, §§ 1er, 2 et 3, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. »

Art. 3. L'article 3 de la même loi est abrogé.

Art. 4. L'article 4 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. § 1er. Le droit à la pension de retraite s'ouvre à partir de l'âge de 60 ans, à condition que l'intéressé ait exercé un ou plusieurs mandats visés à l'article 1er pendant une période de soixante mois au moins et que les retenues obligatoires pour la pension aient été opérées, sauf dans les cas prévus au premier alinéa des §§ 2 et 3 ainsi qu'au § 4.

» Le bénéfice de la pension de retraite est incompatible avec l'exercice d'un tel mandat.

» § 2. Les services prestés dans les fonctions de bourgmestre ou d'échevin, antérieurement au 1er août 1954, sont validés sans contribution personnelle.

» Les périodes prenant cours à partir du 1er août 1954 et durant lesquelles les titulaires n'ont pas perçu de rémunération sont également prises en considération comme temps de service, à condition que les intéressés versent une somme égale au montant des retenues non effectuées.

» § 3. Le temps de service compris entre le 14 août 1960 et le 13 juillet 1966, pendant lequel le président d'une commission d'assistance publique a perçu une indemnité, est validé sans contribution personnelle.

» La période comprise entre le 13 juillet 1966 et le 1er juin 1976 pourra être prise en considération comme temps de service, à condition que les retenues aient été opérées sur la rémunération ou que, du moins, une somme égale au montant des retenues non effectuées soit versée par le bénéficiaire.

» § 4. La période comprise entre la date où, par suite de l'installation du conseil de l'aide sociale, il est mis fin au mandat du président en fonction de la commission d'assistance publique en 1977 et la date du 30 juin 1977 est prise en considération pour la détermination du droit à la pension de retraite et de survie et pour le calcul de celles-ci.

» § 5. Le temps de service pendant lequel le président et les membres du collège des agglomérations et des fédérations de communes ont bénéficié d'une rémunération avant le 1er juin 1976, ne pourra être pris en considération qu'à condition qu'une somme égale au montant des retenues non effectuées soit versée par le bénéficiaire.

» § 6. Le temps de service pendant lequel les présidents des commissions de la culture de l'agglomération bruxelloise ont bénéficié d'une rémunération avant le 1er juin 1976, ne pourra être pris en considération qu'à condition qu'une somme égale au montant des retenues non effectuées soit versée par le bénéficiaire.

Art. 5. L'article 5 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5. § 1er. Le ou les traitements annuels de base à prendre en considération pour le calcul de la pension de retraite sont ceux qui sont attachés, au moment de l'ouverture du droit à la pension, à chacun des mandats exercés.

» Pour l'application de l'alinéa précédent, les mandats exercés dans une commune issue d'une fusion ou d'une annexion sont considérés comme distincts de ceux qui ont été exercés dans la ou les anciennes communes fusionnées ou annexées.

» Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, le traitement de base à prendre en considération est fixé par le Roi en cas de suppression des agglomérations ou des fédérations de communes.

» § 2. Le montant annuel de chaque pension de retraite est établi selon la formule suivante :

$$\frac{a \times 3,75 \times t}{100 \times 12}$$

a représentant le traitement visé au § 1er, et
t le nombre de mois entiers d'exercice du mandat considéré.

Art. 2. Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Op de brutobezoldiging worden inhoudingen toegepast, overeenkomstig de regeling bepaald in artikel 118, §§ 1, 2 en 3, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde wet wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Het recht op een rustpensioen ontstaat vanaf de leeftijd van 60 jaar, op voorwaarde dat de rechthebbende gedurende een periode van ten minste zestig maanden een of meer van de in artikel 1 bedoelde mandaten heeft uitgeoefend en dat, behoudens in de gevallen bepaald in het eerste lid van de §§ 2 en 3 alsmede in § 4, de verplichte pensioeninhoudingen zijn toegepast.

» Het genot van het rustpensioen is onverenigbaar met de uitoefening van een dergelijk mandaat.

» § 2. De in de mandaten van burgemeester en schepenen vóór 1 augustus 1954 gepresteerde diensten worden gevalideerd zonder persoonlijke bijdragen.

» De op 1 augustus 1954 of later ingaande periodes, tijdens welke de titularis geen bezoldiging ontvangen heeft, komen eveneens als diensttijd in aanmerking op voorwaarde dat een bedrag ten belope van de niet gedane inhoudingen door belanghebbende wordt gestort.

» § 3. De tussen 14 augustus 1960 en 13 juli 1969 gelegen diensttijd tijdens welke de voorzitter van een commissie van openbare onderstand een vergoeding ontving, wordt gevalideerd zonder persoonlijke bijdrage.

» De periode begrepen tussen 13 juli 1969 en 1 juni 1976 komt als diensttijd in aanmerking op voorwaarde dat de inhoudingen zijn verricht of dat desnoods een bedrag ten belope van de niet gedane inhoudingen door de gerechtigde wordt betaald.

» § 4. De periode begrepen tussen de datum waarop, ingevolge de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn, een einde wordt gemaakt aan het mandaat van de in dienst zijnde voorzitter van de commissie van openbare onderstand in 1977 en 30 juni 1977 wordt medegerekend bij de vaststelling van het recht op en de berekening van het rust- en overlevingspensioen.

» § 5. De diensttijd tijdens welke de voorzitter en de leden van het college van de agglomeraties en federaties van gemeenten bezoldigd werden vóór 1 juni 1976, komt slechts in aanmerking op voorwaarde dat een bedrag ten belope van de niet gedane inhoudingen door de gerechtigde wordt betaald.

» § 6. De diensttijd tijdens welke de voorzitters van de commissies voor de cultuur van de Brusselse agglomeratie bezoldigd werden vóór 1 juni 1976 komt slechts in aanmerking op voorwaarde dat een bedrag ten belope van de niet gedane inhoudingen door de gerechtigde wordt betaald. »

Art. 5. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. § 1. De jaarlijkse basiswedde of -wedden, in aanmerking te nemen bij de berekening van het rustpensioen, zijn die welke aan elk van de uitgeoefende mandaten verbonden zijn op het ogenblik dat het recht op pensioen ingaat.

» Voor de toepassing van het vorig lid worden de mandaten, uitgeoefend in een gemeente die ontstaat als door samenvoeging of door aanhechting, geacht verschillend te zijn van die welke werden uitgeoefend in de samengevoegde of aangehechte vroegere gemeente of gemeenten.

» In afwijking van het bepaalde in het eerste lid wordt bij afschaffing van de agglomeraties of van de federaties van gemeenten de in aanmerking te nemen basiswedde voor de afgeschafte mandaten door de Koning bepaald.

» § 2. Het jaarbedrag van elk rustpensioen wordt berekend volgens de formule :

$$\frac{a \times 3,75 \times t}{100 \times 12}$$

a zijnde de wedde bedoeld in § 1, en
t het aantal volledige maanden tijdens welke het betrokken mandaat is uitgeoefend.

» Le temps de service pendant lequel des mandats rémunérés ont été exercés simultanément n'est pris qu'une seule fois en considération, et ce pour le calcul de la pension afférente au mandat le mieux rémunéré.

» La pension ainsi calculée ne peut excéder les trois quarts du traitement prévu par le § 1er.

» § 3. En cas de cumul de deux ou plusieurs pensions afférentes aux mandats visés à l'article 1er, le montant total de ces pensions ne peut excéder les trois quarts du traitement annuel de base attaché au mandat le mieux rémunéré. S'il échut, chaque pension est réduite en conséquence conformément à la formule suivante :

$$P_1, P_2, \dots \times \frac{3/4 \text{ de } A}{P_1 + P_2 + \dots}$$

P_1, P_2, \dots représentant la pension de retraite afférente à chaque mandat et

A le traitement annuel attaché au mandat le mieux rémunéré.

» § 4. Chaque fois qu'il est procédé à une augmentation du traitement annuel de base, les pensions seront adaptées en les affectant d'un coefficient égal au quotient résultant de la division du nouveau traitement par le traitement pris en considération pour calculer la pension initiale. Ce coefficient s'applique indépendamment des adaptations résultant des fluctuations de l'indice des prix à la consommation. »

Art. 6. L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Sans préjudice des dispositions de l'article 17, § 1er, les pensions de retraite qui ont pris cours avant le 1er juin 1976 sont recalculées conformément aux dispositions de la présente loi. »

Art. 7. L'article 8 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. § 1er. Le droit à la pension du conjoint survivant est reconnu pour autant que soit remplie la condition d'un an de mariage :

» 1° lorsque le titulaire décède après avoir exercé au moins un an de mandat;

» 2° lorsque l'ancien titulaire de la fonction, sans jouir d'une pension de retraite, décède après avoir accompli au moins soixante mois de mandat;

» 3° lorsque l'ancien titulaire de la fonction bénéficiait d'une pension de retraite et que le mariage a été contracté avant la mise à la retraite.

» § 2. Le droit à la pension de survie est suspendu :

» 1° en cas de remariage de l'ayant droit. Il est rétabli en cas de nouveau veuvage;

» 2° au cas où l'ayant droit exerce un des mandats visés par l'article 1er de la présente loi, et ce pour la durée pendant laquelle il a exercé ce mandat. »

Art. 8. L'article 9 de la même loi est modifié comme suit :

« Art. 9. § 1er. La pension de survie se calcule de la même manière que la pension de retraite; elle est cependant réduite aux 60 p.c. de celle-ci.

» En cas d'exercice de plusieurs mandats, le montant global des pensions de survie ne peut dépasser la moitié du traitement attaché au mandat le mieux rémunéré, sauf dans le cas prévu à l'article 10.

» § 2. Si la durée du mandat a été inférieure à cinq ans mais supérieure à un an, la pension de survie se calcule comme si le mandat avait duré soixante mois.

» En cas d'exercice de plusieurs mandats, il y a lieu de multiplier les durées respectives de ceux-ci, par le rapport dont le numérateur est soixante mois et le dénominateur la durée globale des mandats.

» § 3. Par dérogation à l'article 43, alinéa premier, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, les pensions de survie prenant cours à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi sont limitées aux quatre dixièmes des pensions de retraite servant de base à leur calcul, lorsque les bénéficiaires exercent une activité professionnelle non autorisée par le Roi.

» Au cas où les personnes visées à l'alinéa précédent peuvent prétendre à plusieurs pensions de survie du chef de mandats distincts, le montant global de ces pensions est limité, sans les accrois-

» De diensttijd tijdens welke bezoldigde mandaten terzelfdertijd zijn uitgeoefend, komt slechts eenmaal in aanmerking en wel bij de berekening van het pensioen verbonden aan het best bezoldigde mandaat.

» Het aldus berekend pensioen mag niet meer bedragen dan drie vierde van de wedde bepaald in § 1.

» § 3. Bij cumulatie van twee of meer pensioenen verbonden aan de in artikel 1 bedoelde mandaten mag het totaalbedrag van die pensioenen niet meer bedragen dan drie vierde van de jaarlijkse basiswedde verbonden aan het best bezoldigde mandaat. In voorkomend geval wordt elk pensioen dienovereenkomstig verminderd volgens de formule :

$$P_1, P_2, \dots \times \frac{3/4 \text{ van } A}{P_1 + P_2 + \dots}$$

P_1, P_2, \dots zijnde het rustpensioen verbonden aan elk mandaat en

A de jaarwedde verbonden aan het best bezoldigde mandaat.

» § 4. Telkens als de jaarlijkse basiswedde wordt verhoogd, zullen de pensioenen worden aangepast op basis van een coëfficiënt gelijk aan het quotiënt van de deling van de nieuwe wedde door de wedde die in aanmerking is genomen voor de berekening van het aanvankelijk pensioen. Deze coëfficiënt wordt toegepast onverminderd de aanpassingen die het gevolg zijn van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijs. »

Art. 6. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Onverminderd het bepaalde in artikel 17, § 1, worden de rustpensioenen welke vóór 1 juni 1976 zijn ingegaan, herberekend overeenkomstig de bepalingen van deze wet. »

Art. 7. Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. § 1. Het recht op pensioen van de langstlevende der echtgenoten wordt erkend voor zover de voorwaarde van een jaar huwelijk vervuld is :

» 1° wanneer de titularis overlijdt en ten minste één jaar mandaat telt;

» 2° wanneer de gewezen titularis, zonder een rustpensioen te genieten overlijdt na ten minste zestig maanden dienst gepresteerd te hebben;

» 3° wanneer de gewezen titularis een rustpensioen genoot voor zover het huwelijk is aangegaan vóór de oppensioenstelling.

» § 2. Het recht op het overlevingspensioen wordt geschorst :

» 1° in geval van nieuw huwelijk van de rechtverkriggende. Het wordt hersteld in geval van nieuw weduwschap;

» 2° ingeval de rechtverkriggende een van bij artikel 1 van deze wet bedoelde mandaten uitoefent en voor de duur van de uitoefening van dat mandaat. »

Art. 8. Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. § 1. Het overlevingspensioen wordt op dezelfde wijze berekend als het rustpensioen; het wordt evenwel tot 60 pct. van het rustpensioen verminderd.

» Ingeval er verschillende mandaten zijn uitgeoefend mag het totaalbedrag van de overlevingspensioenen niet hoger liggen dan de helft van de wedde verbonden aan het best bezoldigde mandaat, behoudens in het geval bepaald bij artikel 10.

» § 2. Zo de duur van het mandaat minder dan vijf jaar maar meer dan één jaar bedroeg, wordt het overlevingspensioen berekend alsof het mandaat zestig maanden heeft geduurd.

» Ingeval er verschillende mandaten zijn uitgeoefend, moet de respectieve duur van die mandaten worden vermenigvuldigd met de breuk waarvan de teller zestig maand is en de noemer de totale duur van de mandaten.

» § 3. In afwijking van artikel 43, eerste lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgetaire hervormingen worden de overlevingspensioenen, ingaande vanaf de inwerking-treding van de wet, beperkt tot vier tienden van de rustpensioenen die tot grondslag van de berekening ervan dienen, wanneer de begunstigten een niet door de Koning toegelaten beroepsactiviteit uitoefenen.

» Wanneer de in voorgaand lid bedoelde personen aanspraak kunnen maken op verschillende overlevingspensioenen op grond van afzonderlijke mandaten, wordt het totaal bedrag van die pen-

sements prévus à l'article 10 de la loi, à 30 p.c. du traitement attaché au mandat le mieux rémunéré.

» Les limitations prévues par le présent paragraphe ne s'appliquent pas aux pensions dont le montant, ou en cas de cumul, le montant global est inférieur aux montants minimums garantis des pensions de survie, fixés par la loi du 27 juillet 1962.

» § 4. Sans préjudice de l'application de l'article 5, § 3, et des §§ 1er et 3 du présent article, le cumul d'une ou de plusieurs pensions de survie avec une ou plusieurs pensions de retraite est limité aux trois quarts du traitement le plus élevé pris en considération pour le calcul de ces pensions.

» § 5. En cas d'application de l'alinéa 2 des §§ 1er et 3, et du § 4, chaque pension est réduite en raison du rapport existant entre le maximum autorisé et le montant global initialement atteint ».

Art. 9. L'article 10 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 10. La pension de survie est augmentée du chef d'enfants légitimes, légitimés ou adoptés de moins de 18 ans, à raison de 5 p.c. du traitement pour chacun des enfants, sans que le montant de la pension puisse dépasser les trois quarts de ce traitement.

» En cas d'exercice de plusieurs mandats, le montant global des pensions de survie sera augmenté de 5 p.c. du traitement le plus élevé pour chacun des enfants de moins de 18 ans visés à l'alinéa précédent, sans que le montant ainsi obtenu puisse dépasser les trois quarts de ce traitement.

» La charge des accroissements prévus à l'alinéa précédent est répartie entre les administrations intéressées au prorata du montant de chaque pension de survie. »

Art. 10. Dans le texte français de l'article 11 de la même loi, le mot « époux » est remplacé par « conjoint ».

Art. 11. L'article 12 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 12. § 1er. Le droit à la pension jusqu'à l'âge de 18 ans est reconnu à l'orphelin de père et de mère, issu du titulaire du mandat public ou de son conjoint ou légitimé ou adopté par l'un d'eux :

» 1° lorsque le titulaire décède après avoir exercé au moins un an de mandat;

» 2° lorsque l'ancien titulaire, sans jouir d'une pension de retraite en vertu de la présente loi, décède après avoir accompli au moins soixante mois de mandat;

» 3° lorsque l'ancien titulaire ou son conjoint survivant bénéficiait d'une pension.

» § 2. L'orphelin de père ou de mère est assimilé à l'orphelin de père et de mère si sa mère ou son père n'a pas ou n'a plus droit à la pension.

» L'application des dispositions de l'alinéa précédent est suspendue à dater du premier mois au cours duquel le conjoint survivant exerce un mandat visé à l'article 1er. »

Art. 12. L'article 13 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13. La pension d'un orphelin est fixée aux six dixièmes de la pension de survie, abstraction faite des réductions prévues à l'article 11; celle de deux orphelins atteint les huit dixièmes de la même pension; celle de trois orphelins est égale à la pension entière.

» La pension ainsi établie s'accroît de 5 p.c. du traitement pour chacun des autres orphelins, sans que le montant global de la pension puisse dépasser les trois quarts de ce traitement.

» En cas d'exercice de plusieurs mandats par le même mandataire, le montant global de la pension établi en vertu du premier alinéa s'accroît de 5 p.c. du traitement le plus élevé pour chacun des autres orphelins, sans que ce montant puisse dépasser les trois quarts de ce dernier traitement.

siouen, afgezien van de verhogingen bepaald in artikel 10, beperkt tot 30 pct. van de wedde verbonden aan het best bezoldigd mandaat.

» De in deze paragraaf gestelde beperkingen zijn niet van toepassing op de pensioenen waarvan het bedrag of, in geval van cumulatie, het totaal bedrag lager ligt dan de gewaarborgde minimumbedragen, van de overlevingspensioenen, vastgesteld bij de wet van 27 juli 1962.

» § 4. Onverminderd de toepassing van artikel 5, § 3, en van de §§ 1 en 3 van dit artikel, wordt de cumulatie van één of meer overlevingspensioenen met één of meer rustpensioenen beperkt tot drie vierde van de hoogste wedde, die bij de berekening van die pensioenen in aanmerking komt.

» § 5. In geval van toepassing van het tweede lid van de §§ 1 en 3 en van § 4, wordt elk pensioen verminderd naar rata van de verhouding tussen het toegelaten maximum en het oorspronkelijk bereikte totaal bedrag. »

Art. 9. Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Het overlevingspensioen wordt verhoogd uit hoofde van wettige, gewettigde of geadopteerde kinderen beneden de 18 jaar ten belope van 5 pct. van de wedde voor elk der kinderen, zonder dat het bedrag van het pensioen drie vierde van die wedde mag overschrijden.

» Ingeval er verschillende mandaten zijn uitgeoefend, wordt het totaalbedrag van de overlevingspensioenen verhoogd met 5 pct. van de hoogste wedde voor elk van de in vorig lid vermelde kinderen zonder dat het aldus verkregen bedrag drie vierde van die wedde mag overschrijden.

» De last van de verhogingen bepaald in het vorige lid wordt tussen de betrokken besturen verdeeld naar rata van het bedrag van elk overlevingspensioen. »

Art. 10. In de Franse tekst van artikel 11 van dezelfde wet wordt het woord « époux » door « conjoint » vervangen.

Art. 11. Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. § 1. Het recht op het pensioen wordt tot de leeftijd van 18 jaar toegekend aan de volle wees, gesproken uit de titularis van het openbare mandaat of uit zijn echtgenoot of door één van beide gewettigd of geadopteerd :

» 1° wanneer de titularis overlijdt, op voorwaarde dat hij gedurende ten minste één jaar de functie uitgeoefend heeft;

» 2° wanneer de gewezen titularis, zonder een rustpensioen te genieten, overlijdt na ten minste zestig maanden een mandaat te hebben uitgeoefend;

» 3° wanneer de gewezen titularis of de langstlevende echtgenoot van die gewezen titularis een pensioen genoot.

» § 2. De vaderloze of moederloze wees wordt met een volle wees gelijkgesteld indien zijn of haar moeder of vader geen of niet meer recht heeft op het pensioen.

» De toepassing van het in vorig lid bepaalde wordt geschorst met ingang van de eerste dag van de maand waarin de langstlevende echtgenoot een mandaat vervult als bedoeld in artikel 1. »

Art. 12. Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Het pensioen van een wees wordt vastgesteld op zes tiende van het overlevingspensioen, afgezien van de in artikel 11 bepaalde verminderingen; dat van twee wezen bereikt acht tiende van hetzelfde pensioen; dat van drie wezen is gelijk aan het volledig pensioen.

» Het aldus vastgestelde pensioen wordt verhoogd met 5 pct. van de wedde voor elk van de andere wezen, zonder dat het totaalbedrag van het pensioen drie vierde van de wedde mag overschrijden.

» Ingeval er verschillende mandaten door een zelfde mandataris zijn uitgeoefend, wordt het totaalbedrag van het pensioen vastgesteld op de grondslag van het eerste lid, verhoogd met 5 pct. van de hoogste wedde voor elk van de andere wezen zonder dat dit bedrag drie vierde van deze laatste wedde mag overschrijden.

» En cas d'exercice de plusieurs mandats par différents mandataires, le montant global de la pension ne peut dépasser les trois quarts du traitement le plus élevé entrant en ligne de compte pour le calcul de ces pensions.

» La charge des pensions prévues aux deux alinéas précédents est répartie entre les administrations intéressées au prorata du montant de chaque pension de survie. »

Art. 13. L'article 14 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 14. § 1er. La période durant laquelle le mandataire a été suspendu de ses fonctions par mesure disciplinaire ne peut être prise en compte tant pour l'ouverture du droit à la pension que pour le calcul de celle-ci.

» La révocation d'un mandataire entraîne pour celui-ci la perte du droit à la pension de retraite qui aurait pu s'ouvrir du chef des services prestés.

» Toutefois, la période durant laquelle le mandataire a été suspendu par mesure disciplinaire ainsi que la période de mandat qui a précédé la révocation restent admissibles pour la fixation de la pension des ayants droit. »

Art. 14. Il est inséré dans la même loi un article 15bis, rédigé comme suit :

« Art. 15bis. Les pensions accordées en vertu de la présente loi ne peuvent être prises en considération pour les limitations prévues dans le régime des pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés ainsi que dans le régime des pensions de retraite et de survie des travailleurs indépendants. »

Art. 15. A l'article 16 de la même loi, les mots « la prescription » sont supprimés.

En outre, il est inséré dans la même loi un article 16bis nouveau, rédigé comme suit :

« Art. 16bis. § 1er. A l'exception de la pension de survie, le droit à la pension se prescrit dans un délai de trois ans prenant cours le premier du mois suivant celui au cours duquel s'est ouvert le droit à la pension.

» § 2. Sont définitivement acquises à ceux qui les ont reçues, les sommes payées à titre de pension par les pouvoirs et organismes cités à l'article précédent lorsque le remboursement n'en a pas été réclamé dans un délai de douze mois à partir du premier jour du mois au cours duquel le paiement a été effectué.

» § 3. Le délai fixé au § 2 est porté à cinq ans lorsque les sommes indues ont été obtenues par des manœuvres frauduleuses ou par des déclarations fausses ou sciemment incomplètes. Il en est de même en ce qui concerne les sommes payées indûment par suite de l'abstention du débiteur de produire une déclaration prescrite par une disposition légale ou réglementaire ou résultant d'un engagement souscrit antérieurement.

» § 4. Sauf lorsque le paiement indu résulte de dol ou de fraude, l'action en répétition de l'indu s'éteint au décès du débiteur si, au jour du décès, la réclamation dont il est question au § 2, ne lui a pas été notifiée.

» Les dispositions du présent paragraphe ne font toutefois pas obstacle à la récupération de l'indu sur les arrérages qui étaient échus et non payés à la date du décès.

» § 5. Les sommes payées indûment à titre de pension dont le montant total n'excède pas 1 000 francs, ne sont pas récupérées.

» Le Roi peut majorer le montant fixé à l'alinéa précédent.

» § 6. Aucun recours n'est ouvert ni contre l'ordonnateur, ni contre le comptable, responsables d'un paiement indu dont le recouvrement est devenu impossible en vertu des dispositions qui précèdent.

» Indien de verschillende mandaten door meerdere mandatarissen zijn uitgeoefend, mag het totaalbedrag van het pensioen drie vierde van de hoogste wedde die voor de berekening van deze pensioenen in aanmerking komt, niet overschrijden.

» De last van de pensioenen bepaald in de twee vorige leden wordt tussen de betrokken besturen verdeeld naar rata van het bedrag van elk overlevingspensioen. »

Art. 13. Artikel 14 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 14. § 1. De periode gedurende welke de mandataris bij tuchtmaatregel in de uitoefening van zijn ambt werd geschorst, mag niet in aanmerking worden genomen, noch voor de opening van het recht op pensioen, noch voor de berekening ervan.

» De afzetting van een mandataris brengt voor deze het verlies mede van het recht op het rustpensioen dat kon ontstaan uit hoofde van de gepresteerde diensten.

» De periode welke de mandataris bij tuchtmaatregel werd geschorst en de mandaatperiode die aan de afzetting voorafging blijven evenwel meetellen voor de vastlegging van het pensioen van de rechtverklarenden. »

Art. 14. In dezelfde wet wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15bis. De pensioenen toegekend krachtens deze wet komen niet in aanmerking voor de beperkingen, bepaald in het stelsel van de rust- en overlevingspensioenen van de loonarbeiders alsmede in het stelsel van de rust- en overlevingspensioenen van de zelfstandigen. »

Art. 15. In artikel 16 van dezelfde wet worden de woorden « de verjaring » weggelaten.

Anderzijds wordt in dezelfde wet een nieuw artikel 16bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16bis. § 1. Met uitzondering van het overlevingspensioen verjaart het recht op het pensioen na een termijn van drie jaar ingaande op de eerste van de maand volgend op die tijdens welke het recht op het pensioen is ontstaan.

» 2. De sommen die inzake pensioenen ten onrechte werden uitbetaald door de in voorgaand artikel vermelde machten en organismen, zijn voorgoed vervallen aan hen die ze hebben ontvangen als de terugbetaling niet gevraagd werd binnen een termijn van twaalf maanden te rekenen vanaf de eerste dag van de maand gedurende welke de uitbetaling is geschied.

» § 3. De in § 2 vastgestelde termijn wordt tot vijf jaar opgevoerd, wanneer de onverschuldigde sommen werden verkregen door bedrieglijke handelingen of door valse of welbewust onvolledige verklaringen. Dit geldt eveneens ten aanzien van sommen die ten onrechte werden uitbetaald wegens het niet-aflleggen, door de schuldenaar, van een verklaring die is voorgeschreven door een wets- of verordende bepaling of die volgt uit een vroeger aangegane verbintenis.

» § 4. Behalve wanneer de onverschuldigde betaling haar oorsprong vindt in arglist of bedrog, gaat de terugvordering van het onverschuldigd betaalde teniet bij het overlijden van de schuldenaar indien, op de dag van het overlijden, de opvordering waarvan sprake is in § 2, hem niet was betekend.

» De bepalingen van deze paragraaf vormen evenwel geen beletsel voor het verhalen van het onverschuldigd uitbetaalde op de achterstallen, die op de dag van het overlijden vervallen en niet uitbetaald waren.

» § 5. Geen terugbetaling wordt gevorderd van sommen die inzake pensioen onverschuldigd werden uitbetaald en waarvan het totale bedrag 1 000 frank niet overschrijdt.

» De Koning kan het in voorgaand lid vastgesteld bedrag verhogen.

» § 6. Geen verhaal kan worden genomen op de ordonnateur of op de rekenplichtige, die verantwoordelijk zijn voor een ten onrechte uitgevoerde betaling waarvan de terugvordering onmogelijk is geworden krachtens de voorafgaande bepalingen.

» § 7. Outre les modes d'interruption prévus par le Code civil, la prescription est interrompue par une réclamation notifiée au débiteur par lettre recommandée à la poste et contenant :

- » 1° le nouveau montant annuel brut;
 - » 2° la mention des dispositions en violation desquelles les paiements ont été faits.
- » A dater du dépôt de la lettre recommandée, la récupération peut être poursuivie pendant cinq ans. »

Art. 16. L'article 17 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 17. § 1er. A titre de mesure transitoire, les pensions de retraite existant au 1er juin 1976 continuent à être calculées sur base de la législation antérieure à cette date dans tous les cas où cela sera plus favorable pour les bénéficiaires.

» Cette mesure est également applicable aux mandataires qui comptaient au moins dix années de service au 1er juin 1976. Toutefois, pour ceux de ces mêmes mandataires qui exercent après le 31 décembre 1976 un mandat dans une commune issue d'une fusion, la partie de pension correspondant à ce temps de service est calculée sur base de la présente loi.

» § 2. A titre de mesure transitoire, les montants des pensions de survie existant au moment où la présente loi produit ses effets, ne subissent plus aucune modification aussi longtemps qu'ils sont supérieurs à ceux qui découlent de l'application des nouvelles dispositions. »

Art. 17. L'article 18, § 2, de la même loi est complété par la phrase suivante :

« Ces dispositions restent toutefois d'application dans les cas visés à l'article 17, § 1er. »

Art. 18. Il est inséré dans la même loi un article 18bis, rédigé comme suit :

« Art. 18bis. A l'article 113, troisième alinéa, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, les mots « les bourgmestres et échevins » sont supprimés.

» Le même article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

» En sont en outre exceptés, sauf en ce qui concerne l'application de l'article 118, §§ 1er, à 3, les bourgmestres et échevins. »

Art. 19. Le Roi peut coordonner les dispositions de la loi du 8 décembre 1976 avec celles qui sont contenues dans la présente loi.

A cette fin, Il peut, dans la coordination, modifier l'ordre de succession et la numérotation des dispositions à coordonner.

Art. 20. La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 janvier 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

G. MATHOT

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Ph. MOUREAUX

» § 7. Benevens de stuitingsdaden waarin het Burgerlijk Wetboek voorziet wordt de verjaring gestuit door een opvordering, aan de schuldenaars betekend door middel van een ter post aangetekende brief met vermelding van :

- » 1° het nieuwe jaarlijkse brutobedrag;
 - » 2° de bepalingen in strijd waarmee de betalingen werden gedaan.
- » Te rekenen vanaf de afgifte van de aangetekende brief kan de terugvordering gedurende vijf jaar worden vervolgd. »

Art. 16. Artikel 17 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 17. § 1. Als overgangsmaatregel zullen de rustpensioenen die golden op 1 juni 1976 verder op basis van de tot dan toe vigerende wetgeving worden berekend in alle gevallen waarin dit voordeliger is voor de gerechtigden.

» Die maatregel is eveneens van toepassing op de mandatarissen die ten minste tien jaar dienst hadden op 1 juni 1976. Voor degenen onder diezelfde mandatarissen die na 31 december 1976 een mandaat uitoefenen in een gemeente die ontstaan is door samenvoeging, wordt echter het gedeelte van het pensioen dat met die diensttijd overeenstemt, berekend op de grondslag van deze wet.

» § 2. Als overgangsmaatregel blijven de bedragen van de overlevingspensioenen die bestaan bij de inwerkingtreding van deze wet ongewijzigd zolang zij hoger zijn dan de bedragen voortvloeiend uit de toepassing van de nieuwe bepalingen. »

Art. 17. Artikel 18, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Deze bepalingen blijven evenwel van toepassing op de gevallen bedoeld in artikel 17, § 1. »

Art. 18. In dezelfde wet wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidende als volgt :

« Art 18bis. In artikel 113, derde lid, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, worden de woorden « de burgemeesters en schepenen » geschrapt.

» Hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt :

» Daarvan zijn eveneens uitgezonderd, behoudens wat betreft de toepassing van artikel 118, §§ 1 tot 3, de burgemeesters en de schepenen. »

Art. 19. De Koning kan de bepalingen van de wet van 8 december 1976 coördineren met de bepalingen van deze wet.

Te dien einde kan Hij in de coördinatie de volgorde en de nummering van de te coördineren bepalingen wijzigen.

Art. 20. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de tweede maand die volgt op haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 januari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

G. MATHOT

Gezien en met 's Lands zegel gezegeeld :
De Minister van Justitie,

Ph. MOUREAUX